



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles  
d'Île-de-France**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

---

**Sites et monuments affectés à la Direction régionale  
des affaires culturelles (DRAC) d'Île-de-France**

**Domaine national du Palais Royal, Paris (75001)**

**Basilique Saint-Denis, à Saint-Denis (93)**

**Audit des équipements électriques**

---

Marché à procédure formalisée  
art. L.2124-1 à L.2124-2 et R. 2124-1 à R. 2124-2 du code de la commande publique

avril 2025

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - ÎLE DE FRANCE**  
45-47 rue le Peletier  
75009 PARIS

## Table des matières

1. Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Allotissement .....	5
1.3 - Forme du marché.....	5
1.3.1 Décomposition en tranches .....	5
1.3.2 Affermissement des tranches .....	7
1.4 - Réalisation de prestations similaires .....	7
2. Identification des intervenants .....	8
2.1. - Maîtrise d'ouvrage (MOA).....	8
2.2 - Maîtrise d'œuvre (MOE) .....	8
2.2.1. Domaine national du Palais Royal (lot 1).....	8
2.2.2. Basilique Saint-Denis (lot 2) .....	8
3. Pièces contractuelles.....	9
3.1. - Pièces particulières.....	9
3.2. - Pièces générales .....	9
4. Obligations administratives.....	9
5. Confidentialité et mesures de sécurité.....	10
5.1. – Communication publique et médias .....	10
5.2 – Conséquences du manquement aux obligations de confidentialité .....	11
6. Durée et délais d'exécution .....	11
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	11
6.1.1 - Lot n° 1 – Domaine national du Palais Royal.....	11
6.1.2 - Lot n° 2 – Basilique Saint-Denis.....	11
6.2 - Délai d'exécution .....	12
6.3 - Délais d'exécution des missions .....	12
7. Conditions d'exécution des prestations .....	14
7.1 - Exigences relatives aux prestations .....	14
7.2 - Présentation des livrables.....	14
7.3 – Clause de réexamen (modifications techniques) .....	15
7.4 - Remplacement des intervenants.....	15
7.5 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	15
7.6 – Démarche environnementale.....	15
7.7 – Démarche sociale .....	16
7.7.1 - Clause sociale pour la mission d'assistance à la passation des contrats.....	16
7.7.2 - Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations .....	16
7.8 - Prévention des conflits d'intérêts .....	17
8. Constatation de l'exécution des prestations .....	17
8.1 - Vérifications .....	17
8.2 - Décision après vérification .....	17
9. Garantie des prestations .....	17
10. Prix.....	17

10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	17
10.2 - Modalités de variation des prix.....	18
10.2.1 – Date d’établissement des prix (mois zéro) .....	18
10.2.2 – Prix du lot n° 1 – Domaine national du Palais Royal .....	18
10.2.3 – Prix du lot n°2 – Basilique Saint-Denis.....	18
10.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	19
11. - Garanties Financières .....	19
12. - Avance .....	19
12.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	19
12.2 - Garanties financières de l'avance.....	20
13. - Modalités de règlement des comptes.....	21
13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	21
13.2 - Pourcentage de rémunération par élément .....	22
13.3 - Présentation des demandes de paiement.....	22
13.4 - Délai global de paiement.....	23
13.5 - Paiement des cotraitants.....	23
13.6 - Paiement des sous-traitants .....	23
14 24	
. Droits de propriété industrielle et intellectuelle.....	24
15. 24	
Pénalités .....	24
15.1 - Pénalités de retard.....	24
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	24
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	24
16. Assurances .....	25
17. Arrêt de l’exécution des prestations et résiliation du contrat.....	25
17.1 - Conditions de résiliation .....	25
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	26
18. - Protection des données à caractère personnel.....	26
18.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	26
18.2 - Obligations du Titulaire.....	27
18.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	27
18.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	28
18.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	28
18.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	28
18.2.5 - Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	29
18.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	29
18.2.7 - Sort des données .....	29
18.2.8 - Délégué à la protection des données .....	29
18.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	29
18.2.10 - Documentation.....	30
18.3 - Obligations du Maître d’ouvrage .....	30
19. Règlement des litiges.....	30
19.1 - Règlement amiable des litiges.....	30
19.2 - Droit applicable, contentieux et juridiction .....	30

20. Langue.....31

21. Dérogations .....31

# 1. Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent une mission d'audit des courants forts et des courants faibles

Lieux d'exécution :

Lot 1

Domaine national du Palais Royal, Paris (75001)  
8, rue de Montpensier  
75001 PARIS

Lot 2

Basilique Saint-Denis, à Saint-Denis (93)  
1, rue de la Légion d'Honneur  
93200 SAINT-DENIS

Les prestations sont les suivantes :

Désignation
Audits : <ul style="list-style-type: none"><li>• Récolement des réseaux et cartographie</li><li>• Diagnostic et état sanitaire des réseaux CFO/CFA</li></ul>

## 1.2 - Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots
1	Domaine national du Palais Royal à Paris (75)
2	Basilique Saint-Denis à Saint-Denis (93)

## 1.3 - Forme du marché

### 1.3.1 Décomposition en tranches

Le marché comporte la tranche ferme et la (les) tranche(s) optionnelle(s) suivantes :

**Lot n°1 - Domaine national du Palais Royal :**

N° phase technique	Libellé phases techniques ou éléments de mission (et n° référence au paragraphe du CCTP)	Intitulé Tranche
1	4.1- Relevés	<b>Tranche ferme</b>  <b>TF</b>
2	4.2 – Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement	
3	4.3 – Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	
4	4.4 – Bilan de puissance utilisé par point de raccordement	

Soit :

- Quatre phases techniques telles que définies dans l'article R 2431-19 du code de la commande publique,
- 1 tranche unique.

**Lot n° 2 - Basilique Saint-Denis :**

N° phase technique	Libellé phases techniques ou éléments de mission (et n° référence au paragraphe du CCTP)	Intitulé Tranche
1	4.1 - Relevés	<b>Tranche ferme</b>  <b>TF</b>
2	4.2 – Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement	
3	4.3 – Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	
4	4.4 – Bilan de puissance utilisé par point de raccordement	
5	4.5 - Assistance au Maître d'œuvre pour la rédaction des marchés de maintenance préventive et curative pour les courants forts et les courants faibles	<b>Tranche optionnelle 1</b>  <b>TO1</b>
6	4.6 – Assistance au Maître d'œuvre pour la passation des marchés de maintenance préventive et curative pour les courants forts et les courants faibles	
7	4.7 – Suivi durant la période de prise en main et les douze premiers mois suivant cette période (DET)	
8	4.8 – Assistance au Maître d'œuvre pour les travaux d'urgence et de curage éventuels	

9	4.9 – Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la deuxième année du contrat de maintenance	<b>Tranche optionnelle 2</b> <b>TO2</b>
10	4.9 - Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la troisième année du contrat de maintenance	<b>Tranche optionnelle 3</b> <b>TO3</b>
11	4.9 - Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la quatrième année du contrat de maintenance	<b>Tranche optionnelle 4</b> <b>TO4</b>

Soit :

- **Onze phases techniques telles que définies dans l'article R 2431-19 du code de la commande publique**
- **1 tranche ferme et 4 tranches optionnelles.**

### **1.3.2 Affermissement des tranches**

Les tranches optionnelles du lot n° 2 du présent marché sont affermies par notification d'une décision du Maître d'ouvrage au Titulaire.

Ces décisions interviendront dans les délais suivants :

Objet	Au plus tard :	À compter de :
Affermissement de la tranche optionnelle 1	six (6) mois	L'admission des prestations de la tranche ferme
Affermissement de la tranche optionnelle 2	six (6) mois	L'admission des prestations de la tranche précédente
Affermissement de la tranche optionnelle 3	six (6) mois	L'admission des prestations de la tranche précédente
Affermissement de la tranche optionnelle 4	six (6) mois	L'admission des prestations de la tranche précédente

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit en cas de retard d'affermissement ou d'absence d'affermissement.

## **1.4 - Réalisation de prestations similaires**

Le Maître d'ouvrage pourra confier au Titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché

## 2. Identification des intervenants

### 2.1. - Maîtrise d'ouvrage (MOA)

Préfecture de région d'Île-de-France  
Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France  
**Conservation régionale des monuments historiques**  
**Bureau de la conduite des opérations**  
47 rue Le Peletier 75009 Paris

Ci-après dénommée le « Maître d'ouvrage »

Contact : Madame Blandine Déchanet-Gut  
Cheffe du bureau de la conduite des opérations  
Téléphone : 01 56 06 52 18  
E-mail : [blandine.dechanet-gut@culture.gouv.fr](mailto:blandine.dechanet-gut@culture.gouv.fr)

### 2.2 - Maîtrise d'œuvre (MOE)

Nonobstant tout changement d'interlocuteur pendant l'exécution du contrat, ci-après dénommée le « Maître d'œuvre ».

#### 2.2.1. Domaine national du Palais Royal (lot 1)

##### Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris (UDAP 75)

Monsieur Frédéric Masviel, architecte des bâtiments de France, conservateur du monument

Contact : Madame Marie-France Morel, gestionnaire administrative.  
Un interlocuteur technique sera désigné ultérieurement.

#### 2.2.2. Basilique Saint-Denis (lot 2)

##### *Pour les travaux d'entretien :*

##### Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Seine-Saint-Denis (UDAP 93)

Madame Fabienne Chavannes, architecte des Bâtiments de France, conservatrice du monument

Contact : Monsieur François-Xavier Créteaux, ingénieur des services culturels et du patrimoine  
[francois-xavier.creteaux@culture.gouv.fr](mailto:francois-xavier.creteaux@culture.gouv.fr)

##### *Pour les travaux d'investissement :*

##### **2BDM architectes**

Monsieur Christophe Bottineau, architecte en chef des Monuments historiques territorialement compétent

Contact : Monsieur Thomas Clouet, architecte en chef des Monuments historiques, directeur d'agence, directeur de projet  
[thomas.clouet@2bdm.fr](mailto:thomas.clouet@2bdm.fr)

### 3. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG P.I :

#### 3.1. - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Lot 1 – Palais royal
    - Annexe 1 – Plans de localisation
    - Annexe 2 – Règlement de visite
  - Lot 2 – Basilique Saint-Denis
    - Annexe 1 - le plan du rez-de-chaussée de la basilique Saint-Denis et de ses abords, le plan du rez-de-chaussée et le plan de la crypte de la basilique
    - Annexe 2 – le plan des chapelles hautes du massif occidental
    - Annexe 3 - plans et documents issus notamment de la réfection des installations électriques, en 2010-2012.
    - Annexe 4 - Le cahier des charges de diagnostic des installations électriques établi par l'architecte en chef des monuments historiques en octobre 2023
- Le plan d'action de sécurité des cathédrales établi par la direction générale des patrimoines, ministère de la culture (mai 2023) (lot n°2 uniquement)
- L'offre technique et financière du Titulaire

#### 3.2. - Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Code de la commande publique.

### 4. Obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## 5. Confidentialité et mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à traiter de manière strictement confidentielle l'ensemble des informations et documents (ci-après les « Informations confidentielles ») transmis par le Maître d'ouvrage ou les conseils et fournisseurs<sup>1</sup> qu'il missionne dans le cadre de l'Opération.

La présente clause couvre également les informations et documents relatifs au présent marché auxquels le Titulaire a pu avoir accès préalablement à la signature du marché.

Sont notamment considérées comme Informations confidentielles :

- tous les documents, informations, prévisions, de quelque nature qu'ils soient, qui ont été ou seront portés à la connaissance du Titulaire ;
- tous les éléments communiqués par écrit, oralement, électroniquement ou par tout autre support, ainsi qu'à l'occasion de discussions, de négociations ou de rencontres avec le Maître d'ouvrage ou ses conseils et fournisseurs<sup>1</sup> ;
- toutes les analyses, études, propositions et autres documents que le Maître d'ouvrage ou ses conseils et fournisseurs<sup>1</sup> auraient fournis et qui incorporeraient, feraient mention ou résulteraient des informations citées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage :

- à n'utiliser les Informations confidentielles que dans le seul but de réaliser la mission qui lui est confiée dans le cadre du présent marché ;
- à ne pas utiliser ou permettre d'utiliser les Informations confidentielles pour son propre compte ou pour le compte de tiers à d'autre fin que ladite mission ;
- à ne divulguer les Informations confidentielles qu'à ses représentants, salariés, ayant-droits, sous-traitants et fournisseurs directement en charge de ladite mission, et à demeurer garant du respect de l'obligation de confidentialité de ces informations divulguées ;
- à prendre toutes les dispositions pour soumettre les Informations confidentielles au même dispositif de confidentialité que ses propres documents et informations les plus sensibles ;
- à prendre toutes les mesures pratiques et éventuellement juridiques pour empêcher toute divulgation des Informations confidentielles sous quelque forme que ce soit, autre que celle permise par le présent marché.

Toute information confidentielle qui devrait être fournie par le Titulaire à une autorité administrative ou judiciaire en vertu de la loi ou de la réglementation et qui concernerait le présent marché sera fournie sous réserve d'avoir été préalablement agréée par le Maître d'ouvrage.

Ces obligations ne s'appliquent pas aux renseignements relevant du domaine public.

### 5.1. – Communication publique et médias

Le Maître d'ouvrage peut librement communiquer tout ou partie des Informations confidentielles à des tiers. En revanche, le Titulaire doit obtenir l'autorisation du Maître d'ouvrage avant toute communication de tout ou partie des Informations confidentielles à des tiers. Afin d'obtenir une telle autorisation, le Titulaire devra indiquer au Maître d'ouvrage la ou les informations qu'il entend communiquer, le destinataire et le contexte de communication. Le cadre d'application du présent article concerne notamment :

---

<sup>1</sup> A titre non exhaustif, les conseils et fournisseurs missionnés par le Maître d'ouvrage dans le cadre du présent marché sont l'ensemble des sociétés de prestations intellectuelles, les entreprises de travaux, les affectataires, etc.

- les journalistes et organes de presse ;
- les colloques, conférences ou salons professionnels ;
- les organes de communication institutionnels du Signataire, incluant le cas échéant son ou ses sites internet et les réseaux sociaux ;
- les photographies ou vidéos prises sur le site de l'Opération.

En outre, aucune communication au sujet du présent marché n'est autorisée à titre commercial ou personnel par les représentants, ayant-droits, salariés, prestataires, sous-traitants et/ou fournisseurs, notamment sur les réseaux sociaux.

## 5.2– Conséquences du manquement aux obligations de confidentialité

En application des articles 14.2 et 39.1 k) du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, tout manquement aux obligations relatives à la confidentialité entraînera la résiliation du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 6. Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

#### 6.1.1 - Lot n° 1 – Domaine national du Palais Royal

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de :

**six (6) mois.**

#### 6.1.2 - Lot n° 2 – Basilique Saint-Denis

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de :

**soixante-neuf (69) mois, soit cinq (5) ans et neuf (9) mois.**

Elle se décompose ainsi :

Tranche	Durée	A compter de
Tranche ferme	6 mois	La notification du marché
Tranche optionnelle 1	27 mois	Au plus tôt à la fin de la tranche ferme ; La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle

Tranche optionnelle 2	12 mois	Au plus tôt à la fin de la tranche optionnelle précédente ; La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle
Tranche optionnelle 3	12 mois	Au plus tôt à la fin de la tranche optionnelle précédente ; La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle
Tranche optionnelle 4	12 mois	Au plus tôt à la fin de la tranche optionnelle précédente ; La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/06/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations du lot n°2 est le 14/02/2031.

## 6.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

## 6.3 - Délais d'exécution des missions

Le délai d'exécution de chaque mission est fixé(e) comme suit :

*Pour le lot n° 1, au domaine national du Palais Royal :*

Tranche	N° et libellé de phase technique ou élément de mission	Point de départ	Délai	Durée totale par tranche
Tranche ferme	1 et 2- Relevés et établissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement	Notification du marché	105 jours	6 mois
	3- Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	à l'approbation de l'élément de mission précédent	60 jours	

	4- Bilan de puissance utilisé par point de raccordement	à l'approbation de l'élément de mission précédent	15 jours	
--	---	---	----------	--

*Pour le lot n°2, à la basilique Saint-Denis :*

Tranche	N° et libellé de phase technique ou élément de mission	Point de départ	Délai	Durée totale par tranche
<b>Tranche ferme</b>	1- Relevés des équipements de courants forts et de courants faible	Notification du marché	90 jours	<b>6 mois</b>
	2- Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement	à l'approbation de l'élément de mission « Relevés »	30 jours	
	3- Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	à l'approbation de l'élément de mission précédent	30 jours	
	4- Bilan de puissance utilisé par point de raccordement	à l'approbation de l'élément de mission n° 1	30 jours	
<b>Tranche optionnelle 1</b>	5- Assistance au Maître d'œuvre pour la rédaction des marchés de maintenance préventive et curative pour les courants forts et les courants faibles	Notification de décision d'affermissement de la tranche optionnelle	60 jours	<b>27 mois</b>
	6- Assistance au Maître d'œuvre pour la passation des marchés de maintenance préventive et curative pour les courants forts et les courants faibles	à l'approbation de l'élément de mission précédent	30 jours	
	7- Suivi durant la période de prise en main et les douze premiers mois suivant cette période (DET)	à l'approbation de l'élément de mission précédent	12 mois	
	8- Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la période de reconduction du contrat de maintenance	à l'approbation de l'élément de mission précédent	12 mois	
	8- Assistance au Maître d'œuvre pour les travaux d'urgence et de curages éventuels	Notification de décision d'affermissement de la tranche optionnelle	12 mois	

<b>Tranche optionnelle 2</b>	10- Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la période de reconduction du contrat de maintenance	<b>Notification de décision d'affermissement de la tranche optionnelle</b>	12 mois	12 mois
<b>Tranche optionnelle 3</b>	11- Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la période de reconduction du contrat de maintenance	<b>Notification de décision d'affermissement de la tranche optionnelle</b>	12 mois	12 mois
<b>Tranche optionnelle 4</b>	11- Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la période de reconduction du contrat de maintenance	<b>Notification de décision d'affermissement de la tranche optionnelle</b>	12 mois	12 mois

## 7. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresses d'exécution :

<b>Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France</b> 45-47 rue le Peletier 75009 PARIS	<b>Domaine national du Palais Royal</b> 8, rue de Montpensier 75001 PARIS	<b>Basilique Saint-Denis</b> 1, rue de la Légion d'Honneur 93200 SAINT-DENIS
---	---	--

### 7.1 - Exigences relatives aux prestations

Le Titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

### 7.2 - Présentation des livrables

A l'issue de chaque élément de mission, les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :  
Exemplaires papier et dématérialisés en .PDF et Word

Le Titulaire devra remettre :

- pour le lot n° 1, 2 (deux) exemplaires de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat
- pour le lot n° 2, 4 (quatre) exemplaires de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

### **7.3 – Clause de réexamen (modifications techniques)**

Pendant l'exécution du contrat, le Maître d'ouvrage peut prescrire au Titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications fait suite à l'acceptation par le Maître d'ouvrage du devis détaillé du Titulaire et donne lieu à un avenant.

### **7.4 - Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du Titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.

### **7.5 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase technique du prestataire définie au CCAP. Une phase technique constitue un élément de mission au sens du C.C.A.G.-P.I..

En cas d'inexécution des prestations par le Titulaire, dans les conditions définies par l'article 27 du C.C.A.G.-P.I., l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du Titulaire.

### **7.6 – Démarche environnementale**

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental de ses déplacements. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## 7.7– Démarche sociale

### 7.7.1 - Clause sociale pour la mission d'assistance à la passation des contrats

Le Titulaire est amené à intégrer à son action et à sa réflexion relative à sa mission d'assistance à la rédaction des contrats dont il a directement la charge ou indirectement, une démarche sociale. Le cas échéant il envisage avec le Maître d'ouvrage une condition d'exécution du marché de travaux à passer dans le cadre des missions du Titulaire. Les dispositifs susceptibles d'être mobilisés, en fonction de leur pertinence par rapport à l'objet du marché, sont les suivants, cette liste n'étant pas exhaustive :

\_ clause sociale de formation : action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

\_ clause d'insertion par l'activité économique.

### 7.7.2 - Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au Titulaire de remplir au moment de la signature du marché le **questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »** proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul Titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le Titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## **7.8 - Prévention des conflits d'intérêts**

Les intervenants du Titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Toute action de démarchage, de prospection ainsi que toute invitation à des événements promotionnels de la part du Titulaire auprès du Maître d'ouvrage et de ses partenaires est prohibée.

## **8. Constatation de l'exécution des prestations**

### **8.1 - Vérifications**

Le Maître d'ouvrage se prononce sur l'acceptation de chaque phase technique dans le délai de 2 mois, délai qui court à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître d'ouvrage du livrable à réceptionner.

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le Titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

Les vérifications seront effectuées par :

Blandine Déchanet-Gut  
Cheffe du Bureau de la conduite des opérations  
Email : blandine.dechanet-gut@culture.gouv.fr

### **8.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le Maître d'ouvrage prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

## **9. Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **10. Prix**

### **10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 10.2 - Modalités de variation des prix

### 10.2.1 – Date d'établissement des prix (mois zéro)

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG P.I. Cette date permet de définir le "mois zéro".

### 10.2.2 – Prix du lot n° 1 – Domaine national du Palais Royal

Les prix sont fermes.

Le prix fait l'objet d'une actualisation en application de l'article R.2112-11 du code de la commande publique, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est réalisée par application au prix d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_{(d-3)}}{I_{(0)}}$$

Pour l'ensemble des prix

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation appliqué au prix
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations
- $I_{(d-3)}$  : valeur de l'index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations
- $I_{(0)}$  : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation du prix est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la variation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le calcul de l'actualisation de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la variation applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

### 10.2.3 – Prix du lot n°2 – Basilique Saint-Denis

Les prix sont fermes actualisables la première année, puis révisables annuellement à chaque date anniversaire de notification du marché.

Le prix fait l'objet d'une variation dans les cas suivants :

- a) En application de l'article R.2112-11 du code de la commande publique, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, le prix sera actualisé. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.
- b) Le prix est révisé les années suivantes à la date anniversaire de la notification du marché.

Dans les cas a) et b), les prix sont actualisables puis révisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{I_{(d-3)}}{I_{(0)}}$$

Pour l'ensemble des prix

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de variation appliqué au prix
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations (cas a) ou mois de la date anniversaire de la notification (cas b).
- $I_{(d-3)}$  : valeur de l'index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations (cas a) ou avant la date anniversaire de la notification (cas b).
- $I_{(0)}$  : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une variation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la variation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le calcul de l'actualisation puis de la révision de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la variation applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

### **10.3 - Dispositions spécifiques aux tranches**

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## **11. - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **12. - Avance**

### **12.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

En application de l'option A stipulée à l'article 11 du CCAG-P.I, le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche considérée, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le Titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 50,0 % du montant initial de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **12.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au Titulaire pour le versement de l'avance.

## 13. - Modalités de règlement des comptes

### 13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

En application des articles 11.2, 11.3.2 et 11.4.2 du C.C.A.G.-P.I., l'échéancier des paiements obéira aux tableaux ci-après.

#### *Pour le lot n°1 au domaine national du Palais Royal :*

Partie technique	N° de phase technique Eléments de missions	Quotité due	Date ou conditions d'exigibilité
Tranche unique	1 et 2- Relevés et établissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement	80%	À la remise du dernier livrable de la tranche unique
	3 – Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	20 %	À la validation du dernier livrable de la tranche unique
	4 – Bilan de puissance utilisé par point de raccordement		

#### *Pour le lot n° 2 à la basilique Saint-Denis :*

Partie technique	N° de phase technique Eléments de missions	Quotité due	Date ou conditions d'exigibilité
Tranche ferme	1- Relevés	80%	À la remise du dernier livrable de la tranche
	2 – Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement		
	3 – Diagnostic de l'état sanitaire de ces équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	20 %	À la validation du dernier livrable de la tranche
	4 – Bilan de puissance utilisé par point de raccordement		
Tranche optionnelle 1	5 – Assistance au Maître d'œuvre pour la rédaction des marchés de maintenance préventive et curative pour les courants forts et les courants faibles	80 %	À la remise du dossier de chaque élément de mission ou phase technique.

	6 – Assistance au Maître d'œuvre pour la passation des marchés de travaux 7 – Suivi durant la période de prise en main et les douze premiers mois suivant cette période (DET) 8 – Assistance au Maître d'œuvre en phase transitoire, pendant les travaux d'urgence et des travaux d'entretien	20 %	À la validation du dossier de chaque élément de mission ou phase technique.
Tranches optionnelles 2 à 4	9 à 11 - Assistance au suivi du contrat de maintenance de courants forts et faibles, pour la période de reconduction du contrat de maintenance	Pro rata temporis	Au pro rata temporis de l'exécution pour chacune des tranches optionnelles

### 13.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque phase seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

### 13.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

**Il est demandé au Titulaire d'indiquer ses coordonnées bancaires sur la facture.**

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (**CGF0000075**) ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture (**Siret de l'ETAT : 110 002 011 000 44**).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **13.4 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **13.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-P.I.

### **13.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'ouvrage au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au Maître d'ouvrage. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le Maître d'ouvrage adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Maître d'ouvrage

de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## 14. Droits de propriété industrielle et intellectuelle

L'utilisation des résultats et les droits respectifs de l'acheteur et du Titulaire sont exercés en application des dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.-P.I.

Par dérogation à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I. les résultats objet dudit contrat font l'objet d'une cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle afférents.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

## 15. Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 100,00 € par jour de retard, en dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I.

Selon la même dérogation cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-P.I., il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Maître d'ouvrage applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des consignes liées à la sécurité incendie	Journalière	1 000,00 €	Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte de la basilique et du Domaine national du Palais Royal

Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité	Journalière	250,00 €	
Stationnement ou de stockage sur une voie pompier	Journalière	5200,00 €	
Introduction d'un tiers non autorisé	Journalière	300,00 €	Introduction d'un tiers dans les espaces non autorisés au public
Absence du Titulaire aux réunions	Par réunion	200,00 €	Réunions nécessaires à l'avancement de la mission telles que définies au CCTP ou à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage
Divulgarion d'informations confidentielles	Chaque fait générateur	2,5% du montant HT exécuté du marché	Divulgarion d'informations confidentielles n'impliquant pas de données à caractère personnel, par dérogation à l'article 14.2 du C.C.A.G.-P.I
		6% du montant HT exécuté du marché	Divulgarion d'informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel, par dérogation à l'article 14.2 du C.C.A.G.-P.I

## 16. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du C.C.A.G.-P.I., le Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances au titre de la responsabilité civile professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels et les dommages immatériels. Il s'engage à informer expressément le Maître d'ouvrage de toute modification de son contrat d'assurance pendant la durée du marché. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

## 17. Arrêt de l'exécution des prestations et résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 et 27 du C.C.A.G.-P.I.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le Maître d'ouvrage, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

## **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## **18.- Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ». Le responsable de traitement au sens du règlement européen sur la protection des données est le Maître d'ouvrage et le sous-traitant est le Titulaire du marché.

### **18.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'ouvrage les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

#### Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

La nature des opérations réalisées sur les données est : consultation, collecte, enregistrement, stockage provisoire et traitement des données.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de soixante-neuf (69) mois.

La ou les finalité(s) du traitement sont la fourniture des solutions et prestations décrites dans le CCTP.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : nom, prénom, adresse

électronique, numéro de téléphone, immatriculation des véhicules, pièce d'identité.  
Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : les agents publics utilisateurs des solutions, les affectataires, les personnes extérieures amenées à les utiliser.

## **18.2 - Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions documentées du Maître d'ouvrage figurant dans le présent marché.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le Maître d'ouvrage. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le Maître d'ouvrage avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, le Maître d'ouvrage procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG P.I.

### **18.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le Titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur » au sens du règlement UE 2016/679 précité, pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Maître d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le Maître d'ouvrage n'a pas émis d'objection

pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Maître d'ouvrage. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **18.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au Maître d'ouvrage de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **18.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le Titulaire aide le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

blandine.dechanet-gut@culture.gouv.fr

### **18.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au Maître d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens écrits (courriels, courriers simples et/ou avec AR).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL).

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du Maître d'ouvrage, le Titulaire communique, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs

délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **18.2.5 - Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le Titulaire aide le Maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **18.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

#### **18.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **18.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique au Maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **18.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Maître d'ouvrage comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Maître d'ouvrage,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

### **18.2.10 - Documentation**

Le Titulaire met à la disposition du Maître d'ouvrage, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Maître d'ouvrage ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **18.3 - Obligations du Maître d'ouvrage**

Le Maître d'ouvrage s'engage à :

- fournir au Titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

## **19. Règlement des litiges**

### **19.1 - Règlement amiable des litiges**

En application de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. le Maître d'ouvrage et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Maître d'ouvrage dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le Maître d'ouvrage ou le Titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article D2197-15 du code de la commande publique.

### **19.2 - Droit applicable, contentieux et juridiction**

Le droit français est seul applicable.

Toute contestation entre les parties, prenant une forme contentieuse, portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, est portée par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Paris en application des articles R.312-2 et R.312-11 du code de la justice administrative :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS CEDEX 04

## 20. Langue

En application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel entre les parties

## 21. Dérogations

Articles du présent CCAP	Objet	Articles du CCAG-P.I. auxquels il est dérogé
3	Ordre des pièces contractuelles	4.1
9	Garantie des prestations	30
10.2	Prix – définition du mois zéro	10.1.2
14	Droits de propriété industrielle et intellectuelle	35
15	Pénalités de retard	14.1.1 et 14.1.3
15.3	Pénalités pour divulgation d'information confidentielle	14.2

Etabli le 04 avril 2025

Lu et approuvé (signature)